

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 9 DECEMBRE 2020

### ORDRE DU JOUR

Numéro de délibération	OBJET	PAGE
2020/052	APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 SEPTEMBRE 2020	2
2020/053	DESENGAGEMENT ET REAFFECTATION DES ENVELOPPES D'AIDES FINANCIERES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION 2016-2021	3
2020/054	PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA REGIE COMMUNAUTAIRE LA CREOLE POUR DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE SAINT-PAUL – CHEMIN ZEPHYR	6
2020/055	PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA REGIE COMMUNAUTAIRE LA CREOLE POUR UNE FORMATION SUR LA POTABILISATION DE L'EAU	7
2020/056	PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA CINOR POUR L'OPERATION DE REHABILITATION DES RESEAUX DE COLLECTE DES EAUX USEES DU CHAUDRON – TRANCHE 1	8
2020/057	PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA CIVIS POUR L'ACQUISITION DE MATERIELS POUR LE SPIANC DE LA CIVIS	9
2020/058	FINANCEMENTS DE L'EAU : MESURES TRANSITOIRES POUR ASSURER L'APPUI FINANCIER DE L'OFFICE DE L'EAU EN 2021	10
2020/059	BUDGET PRIMITIF 2021	11
2020/060	CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES	14
2020/061	STRATEGIE DE PILOTAGE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'OFFICE DE L'EAU REUNION LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 20216-2026	16
2020/062	ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS	23
2020/063	GRATIFICATION DES STAGIAIRES	25
2020/064	REMUNERATION RELATIVE AUX MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ANNEE 2021	26



**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 12

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 15

**Vote** : - Pour : 15

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/052 : APPROBATION DU PROCES VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 16 SEPTEMBRE 2020**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU le code de l'environnement notamment son article R213-66,
- VU le règlement intérieur du conseil d'administration dans sa version adoptée par délibération 2017/031 du 25/10/2017,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- VU l'exposé des motifs présenté en séance,

**DECIDE**

- D'adopter le procès-verbal du Conseil d'Administration du 16 septembre 2020 tel que joint en annexe.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 12

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 15

**Vote** : - Pour : 15  
- Contre : 0  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/053 : DESENGAGEMENT ET REAFFECTATION DES ENVELOPPES D'AIDES FINANCIERES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION 2016-2021**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,
- VU la délibération 2015/066 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 2 décembre 2015 validant le programme pluriannuel d'intervention pour la période 2016-2021,
- VU la délibération 2019/003 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 13 février 2019 portant évolution du programme pluriannuel du bassin porté par l'office de l'eau,
- VU la délibération 2020/034 portant désengagement et réaffectation des enveloppes d'aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU les conventions de financement concernées,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Considérant la nécessité de procéder à un réajustement des enveloppes par objectifs
- Considérant l'avis favorable de la commission de programmation et intervention du 18 novembre 2020,
- Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

1. De solder les 13 opérations listées pour un montant total de désengagement

Référence dossier	Pétitionnaire	Projet	Numéro Convention	Montant de la subvention attribuée	Total soldé	Total à désengager
2017-010	CIVIS	Renouvellement de réseaux d'eau potable sur la commune de L'Etang-Salé	2018/16	316 034,98 €	274 623,46 €	41 411,52 €
2017-026	CIREST	Pose de compteurs de sectorisation et d'équipements AEP sur le réseau d'eau potable sur la commune de Saint-Benoit	2018/22	109 574,38 €	104 761,16 €	4 813,22 €
2017-052 A	CIREST	Travaux de réhabilitation des réseaux d'eau potable sur la rue Auguste de Villèle de la commune de Saint-Benoit	2018/27	135 999,20 €	118 205,00 €	17 794,20 €
2017-052 B	CIREST	Travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement sur la rue Auguste de Villèle de la commune de Saint-Benoit	2018/28	40 818,53 €	39 593,97 €	1 224,56 €
2017-056	Université de la Réunion	Réseau de contrôle d'enquête "substrats meubles" sur les masses d'eau côtières de St Denis, St Louis et St Joseph	2018/51	29 258,55 €	13 682,53 €	15 576,02 €
2018-009	CIREST	Equipements d'autosurveillance sur deux postes de refoulement d'eaux usées sur la commune de Saint-Benoit	2019/04	2 546,60 €	2 543,45 €	3,15 €
2019-014	CIVIS	Travaux de renouvellement de réseaux fuyards sur la commune de Saint-Pierre	2019/58	51 300,00 €	48 581,10 €	2 718,90 €
2019-045*	CIVIS	Extension du réseau d'assainissement sur le chemin Paul Fontaine à Bois d'Olive sur la commune de Saint-Pierre	2020/08	321 827,00 €	209 746,11 €	112 080,89 €
2019-046*	CIVIS	Extension du réseau d'assainissement sur le chemin Calogine à Bois d'olive sur la commune de Saint-Pierre	2020/09	121 259,05 €	42 559,38 €	78 699,67 €
2019-048	CIVIS	Extension du réseau d'assainissement sur le chemin O. Bello à la Ravine des cabris sur la commune de Saint-Pierre	2020/12	50 600,00 €	26 622,48 €	23 977,52 €
2019-066	CIVIS	Travaux de renforcement de réseaux sur la commune de Saint-Pierre, chemin Moulin à Café	2020/14	29 700,00 €	28 298,50 €	1 401,50 €
2016-019	Fédération de pêche	Actions d'acquisition de données Ravine Charpentier et Ravine des Chèvres	2017/01	473,01 €	- €	473,01 €
2018-013	La chambre d'agriculture	Reconnaître les auxiliaires de culture à la Réunion	2019/01	5 903,00 €	- €	5 903,00 €
TOTAL				1 215 294,30 €	909 217,14 €	306 077,16 €

2. De reprogrammer **28 918,43 €** ;



3. De répartir selon les objectifs les enveloppes d'aide financière comme suit

Objectifs	Montant de l'AP/AE	Valorisation	Montant actualisé de l'AP/AE
<b>1. Rétablir et préserver les fonctionnalités des milieux aquatiques</b>	373 496,47 €	-57 054,46 €	316 442,01 €
<b>2. Préserver durablement la ressource en eau</b>	16 659 142,41 €	-89 094,22 €	16 570 048,19 €
<b>3. Satisfaire durablement à tous les usages de l'eau</b>	17 476 594,80 €	-21 680,83 €	17 454 913,97 €
<b>4. Lutter contre les pollutions</b>	15 579 340,16 €	171 556,81 €	15 750 896,97 €
<b>5. Promouvoir les enjeux de l'eau pour leur appropriation par tous</b>	581 651,95 €	-3 727,30 €	577 924,65 €
<b>Total AP/AE 2016-2021</b>	50 670 225,79 €	0,00 €	50 670 225,79 €

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 13

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 16

**Vote** : - Pour : 16  
- Contre : 0  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/054 : PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA REGIE COMMUNAUTAIRE LA CREOLE POUR DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE RESEAUX D'EAU POTABLE SUR LA COMMUNE DE SAINT-PAUL - CHEMIN ZEPHYR**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 09 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,  
VU la délibération 2015/066 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 02 décembre 2015 concernant les orientations du programme pluriannuel d'aides 2016-2021 ainsi que le principe de mesure transitoire,  
VU les délibérations 2016/002, 2016/036 et 2018/004 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 24 février 2016, du 30 novembre 2016 et du 14 février 2018 relative à l'ajustement des cadres d'intervention,  
VU la délibération 2019/003, du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 13 février 2019 portant évolution du cadre d'intervention du programme pluriannuel du bassin porté par l'Office de l'eau,  
VU la délibération 2019/031 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 15 mai 2019 portant abondement des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,  
VU la délibération 2019/093, 2020/017, 2020/034 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 27 novembre 2019, du 03 juin 2020 et du 16 septembre 2020 portant réaffectation des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,  
VU le budget 2020 de l'établissement, notamment l'AP 2016-2 et les crédits ouverts au compte 204142-203,  
VU l'avis favorable de la commission des aides en date du 18 novembre 2020,  
VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

1. De se prononcer favorablement sur cette demande de financement et d'attribuer à la régie communautaire la Créole une subvention dans le cadre de la fiche action n°2.3 du programme pluriannuel de l'Etablissement, pour « Travaux de renouvellement de réseaux d'eau potable sur la commune de Saint-Paul - Chemin Zéphyr », sur la base des caractéristiques suivantes :

- Montant HT de l'opération : 114 545,07 euros
- Montant HT des dépenses éligibles : 39 000,00 euros
- Taux d'intervention de l'Office de l'eau : 55%
- Montant indicatif de la subvention allouée : 21 450,00 euros

2. A réception de l'acceptation de la présente subvention, du plan de financement définitif, et le cas échéant des pièces administratives complémentaires, le Directeur de l'Office de l'eau est autorisé à établir et à signer la convention de mise à disposition des fonds.

3. L'engagement financier de cette décision est établi sur l'autorisation de programme 2016-2. Les paiements seront imputés au budget principal de l'établissement, en section de d'investissement au chapitre 204 article 204142-203.

Fait à Saint-Denis, le

**09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

  
**Patrick MALET**





**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 13

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 16

**Vote** : - Pour : 16  
- Contre : 0  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/055 : PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA REGIE COMMUNAUTAIRE LA CREOLE POUR UNE FORMATION SUR LA POTABILISATION DE L'EAU**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,  
VU la délibération 2015/066 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 02 décembre 2015 concernant les orientations du programme pluriannuel d'aides 2016-2021 ainsi que le principe de mesure transitoire,  
VU les délibérations 2016/002, 2016/036 et 2018/004 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 24 février 2016, du 30 novembre 2016 et du 14 février 2018 relative à l'ajustement des cadres d'intervention,  
VU la délibération 2019/003, du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 13 février 2019 portant évolution du cadre d'intervention du programme pluriannuel du bassin porté par l'Office de l'eau,  
VU la délibération 2019/031 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 15 mai 2019 portant abondement des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,  
VU la délibération 2019/093, 2020/017, 2020/034 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 27 novembre 2019, du 03 juin 2020 et du 16 septembre 2020 portant réaffectation des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,  
VU le budget 2020 de l'établissement, notamment l'AE 2016-3 et les crédits ouverts au compte 65734-308,  
VU l'avis favorable de la commission des aides en date du 18 novembre 2020,  
VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

1. De se prononcer favorablement sur cette demande de financement et d'attribuer à la régie communautaire la Créole une subvention dans le cadre de la fiche action n°3.8 du programme pluriannuel de l'Etablissement, pour une « Formation sur la potabilisation de l'eau », sur la base des caractéristiques suivantes :

- Montant HT de l'opération : 34 637,37 euros
- Montant HT des dépenses éligibles : 34 637,37 euros
- Taux d'intervention de l'Office de l'eau : 50%
- Montant indicatif de la subvention allouée : 17 318,68 euros

2. A réception de l'acceptation de la présente subvention, du plan de financement définitif, et le cas échéant des pièces administratives complémentaires, le Directeur de l'Office de l'eau est autorisé à établir et à signer la convention de mise à disposition des fonds.

3. L'engagement financier de cette décision est établi sur l'autorisation d'engagement 2016-3. Les paiements seront imputés au budget principal de l'établissement, en section fonctionnement au chapitre 65 article 65734-308.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 13

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 15

**Vote** : - Pour : 15

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/056 : PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA CINOR POUR L'OPERATION DE REHABILITATION DES RESEAUX DE COLLECTE DES EAUX USEES DU CHAUDRON - TRANCHE 1****Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 09 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,
- VU la délibération 2015/066 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 02 décembre 2015 concernant les orientations du programme pluriannuel d'aides 2016-2021 ainsi que le principe de mesure transitoire,
- VU les délibérations 2016/002, 2016/036 et 2018/004 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 24 février 2016, du 30 novembre 2016 et du 14 février 2018 relative à l'ajustement des cadres d'intervention,
- VU la délibération 2019/003, du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 13 février 2019 portant évolution du cadre d'intervention du programme pluriannuel du bassin porté par l'Office de l'eau,
- VU la délibération 2019/031 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 15 mai 2019 portant abondement des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU la délibération 2019/093, 2020/017, 2020/034 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 27 novembre 2019, du 03 juin 2020 et du 16 septembre 2020 portant réaffectation des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU le budget 2020 de l'établissement, notamment l'AP 2016-4 et les crédits ouverts au compte 204142-402,
- VU l'avis favorable de la commission des aides en date du 18 novembre 2020,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

1. De se prononcer favorablement sur cette demande de financement et d'attribuer à la CINOR une subvention dans le cadre de la fiche action n°4.2 du programme pluriannuel de l'Etablissement, pour l'« Opération de réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées du chaudron - tranche 1 », sur la base des caractéristiques suivantes :

- Montant HT de l'opération : 2 327 285,71 euros
- Montant HT des dépenses éligibles : 816 000,00 euros
- Taux d'intervention de l'Office de l'eau : 60%
- Montant indicatif de la subvention allouée : 489 600,00 euros

2. A réception de l'acceptation de la présente subvention, du plan de financement définitif, et le cas échéant des pièces administratives complémentaires, le Directeur de l'Office de l'eau est autorisé à établir et à signer la convention de mise à disposition des fonds.

3. L'engagement financier de cette décision est établi sur l'autorisation de programme 2016-4. Les paiements seront imputés au budget principal de l'établissement, en section d'investissement au chapitre 204 article 204142-402.

Fait à Saint-Denis, le

**09 DEC. 2020**P/Le Président,  
Le Président de Séance,**Patrick MALET**



**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 13

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 16

**Vote** : - Pour : 16

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/057 : PROGRAMME D'AIDES 2016-2021 - DEMANDE DE LA CIVIS POUR L'ACQUISITION DE MATERIELS POUR LE SPIANC DE LA CIVIS****Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,
- VU la délibération 2015/066 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 02 décembre 2015 concernant les orientations du programme pluriannuel d'aides 2016-2021 ainsi que le principe de mesure transitoire,
- VU les délibérations 2016/002, 2016/036 et 2018/004 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 24 février 2016, du 30 novembre 2016 et du 14 février 2018 relative à l'ajustement des cadres d'intervention,
- VU la délibération 2019/003, du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 13 février 2019 portant évolution du cadre d'intervention du programme pluriannuel du bassin porté par l'Office de l'eau,
- VU la délibération 2019/031 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 15 mai 2019 portant abondement des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU la délibération 2019/093, 2020/017, 2020/034 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 27 novembre 2019, du 03 juin 2020 et du 16 septembre 2020 portant réaffectation des enveloppes des aides financières du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU le budget 2020 de l'établissement, notamment l'AP 2016-4 et les crédits ouverts au compte 204141-405,
- VU l'avis favorable de la commission des aides en date du 18 novembre 2020,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

1. De se prononcer favorablement sur cette demande de financement et d'attribuer à la CIVIS une subvention dans le cadre de la fiche action n°4.5 du programme pluriannuel de l'Etablissement, pour l'« Acquisition de matériels pour le SPIANC de la CIVIS », sur la base des caractéristiques suivantes :

- Montant HT de l'opération : 10 907,00 euros
- Montant HT des dépenses éligibles : 10 000,00 euros
- Taux d'intervention de l'Office de l'eau : 50%
- Montant indicatif de la subvention allouée : 5 000,00 euros

2. A réception de l'acceptation de la présente subvention, du plan de financement définitif, et le cas échéant des pièces administratives complémentaires, le Directeur de l'Office de l'eau est autorisé à établir et à signer la convention de mise à disposition des fonds.

3. L'engagement financier de cette décision est établi sur l'autorisation de programme 2016-4. Les paiements seront imputés au budget principal de l'établissement, en section d'investissement au chapitre 204 article 204141-405.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**P/Le Président,  
Le Président de Séance,**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 13

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 16

**Vote** : - Pour : 16

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/058 : FINANCEMENTS DE L'EAU : MESURES TRANSITOIRES POUR ASSURER L'APPUI FINANCIER DE L'OFFICE DE L'EAU EN 2021**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,

VU la délibération 2015/066 du Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du 2 décembre 2015 validant le programme pluriannuel d'intervention pour la période 2016-2021,

VU l'avis favorable du Comité de l'eau et de la biodiversité du 29 septembre 2020,

VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'avis favorable de la commission de programmation et intervention du 18 novembre 2020,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

- d'adopter le règlement amendé du programme pluriannuel d'intervention 2016-2021 tel qu'annexé.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,



**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président  
Membres présents : 12  
Procuration(s) : 3  
Suffrages exprimés : 15  
Vote :  
- Pour : 15  
- Contre : 0  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/059 : BUDGET PRIMITIF 2020**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source – à Saint-Denis**

**Propositions**

- VU les articles L213-13 à L213-20 du code de l'environnement,
- VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3312-1 et 2
- VU l'instruction codificatrice M52,
- VU le règlement budgétaire et financier
- VU l'avis favorable de la commission programmation intervention et redevances en date du 18 novembre 2020,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- VU Les propositions budgétaires en recette et dépense présentées en séance par l'ordonnateur de l'établissement, document annexé au présent rapport,
- Constatant l'équilibre du budget présenté,

**DECIDE**

**1 :** D'adopter par chapitre les propositions d'inscriptions budgétaires représentant un budget global ventilé par sections tel que récapitulé ci-après :

**Budget primitif 2021**

	DEPENSES	RECETTES
<b>Total de la section de fonctionnement</b>	<b>11 712 205,00 €</b>	<b>11 712 205,00 €</b>
<b>Total de la section d'investissement</b>	<b>9 075 906,04 €</b>	<b>9 075 906,04 €</b>

<b>Total du budget</b>	<b>20 788 111,04 €</b>	<b>20 788 111,04 €</b>
------------------------	------------------------	------------------------



## Proposition de vote par chapitre budgétaire

### Section de fonctionnement

#### Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition BP 2021
011	Charges à caractère général	3 146 990,76 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 466 480,00 €
65	Charges de gestion courante (hors 65734 – 65738 – 6574)	50 400,00 €
65734	Subventions de F. maîtres d'ouvrages communaux ou intercommunaux	633 644,79 €
65738	Subventions de F. autres maîtres d'ouvrages de droit public	150 783,41 €
6574	Subventions de F. maîtres d'ouvrages de droit privé	15 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	151 000,00 €
66	Charges financières	22 000,00 €
042	Opérations d'ordre patrimoniales (amortissement)	5 075 906,04 €
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>11 712 205,00 €</b>

#### Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition BP 2021
70	Produits des services du domaine et ventes	24 000,00 €
73	Impôt et taxe (redevances)	11 109 500,00 €
74	Subventions	550 000,00 €
75	Produits divers de gestion courante	23 805,00 €
013	Remboursements sur rémunérations du personnel	4 900,00 €
<b>Total recettes de fonctionnement</b>		<b>11 712 205,00 €</b>

### Section d'investissement

#### Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition BP 2021
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	75 000,00 €
20	Immobilisations incorporelles	350 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	266 600,00 €
23	Immobilisations en cours	2 170 000,00 €
204	Subventions d'investissement (PPA)	6 214 306,04 €
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>9 075 906,04 €</b>

#### Recettes d'investissement

Chapitre	Libellé	Proposition BP 2021
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 000 000,00 €
040	Opérations d'ordre (amortissement)	5 075 906,04 €



## Total des recettes d'investissement

**2 :** D'adopter les crédits de paiement au titre des autorisations de programme (AP) et de l'autorisation d'engagement (AE) du PPI 2010-2015 conformément aux crédits votés au niveau des chapitres 204 et des comptes 65734, 65738 et 6574 tel que récapitulé ci-après :

Objectif	CP 2021
AP 1 : PPA 2010-2015 HORS STEP PRIORITAIRE	412 328,39 €
AP 2 : PPA 2010-2015 STEP PRIORITAIRE	- €
AE 3 : PPA 2010-2015 HORS STEP PRIORITAIRE	148 028,18 €
<b>Total</b>	<b>560 356,57 €</b>

**3 :** D'adopter les crédits de paiement au titre des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) du PPI 2016- conformément aux crédits votés au niveau des chapitres 204 et des comptes 65734, 65738, 6574, tel que récapitulé ci-après :

Objectifs	Investissement (AP)	Fonctionnement (AE)	TOTAL
1. Rétablir et préserver les fonctionnalités des milieux aquatiques	4 380,00 €	13 495,71 €	17 875,71 €
2. Préserver durablement la ressource en eau	2 232 789,60 €	1 098,80 €	2 233 888,40 €
3. Satisfaire durablement à tous les usages de l'eau	2 431 958,02 €	- €	2 431 958,02 €
4. Lutter contre les pollutions	1 101 350,03 €	330 326,16 €	1 431 676,19 €
5. Promouvoir les enjeux de l'eau pour leur appropriation par tous	31 500,00 €	306 479,35 €	337 979,35 €
<b>Total AP 2016-2021</b>	<b>5 801 977,65 €</b>	<b>651 400,02 €</b>	<b>6 453 377,67 €</b>

**3 :** D'adopter les crédits de paiement au titre de l'autorisation de programme (AP) spécifique pour la création du siège de l'Office de l'eau conformément aux crédits votés au niveau des chapitres 21 et 23, tel que récapitulé ci-après :

Objectifs	CP BP 2021
Réalisation du siège de l'Office	2 520 000,00 €
<b>Total AP 2016-2021</b>	<b>2 520 000,00 €</b>

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

  
**Patrick MALET**

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 12

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 15

**Vote** : - Pour : 15

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/060 : CREATION D'UNE REGIE D'AVANCES**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source – à Saint-Denis**

Vu les articles L213-13 à 20 et R 213-59 à 71 du code de l'environnement ;

VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 07/12/2020 ;

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance .

**DECIDE**

**Article 1 :** Il est institué une régie d'avances auprès de la direction de la gouvernance de l'eau et des ressources humaines de l'Office de l'eau Réunion ;

**Article 2 :** Cette régie est installée au 49 rue Mazagran à Saint-Denis ;

**Article 3 :** La régie paie les dépenses suivantes :

1/ les abonnements et autres services payables en ligne ; comptes d'imputation 611, 6188, 6231, 6238.

2/ les taxes et frais divers associés à la réception de colis postaux ; comptes d'imputation 6261.

3/ les petites fournitures et prestations courantes ; compte d'imputation 6068.

**Article 4 :** Les dépenses désignées précédemment dans la limite unitaire de 500.00€ sont payées selon les modes de règlement suivants :

- 1/ carte bancaire ;
- 2/ chèque ;

**Article 5 :** Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès de la DRFIP de la Réunion.

**Article 6 :** Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 1000.00€.

**Article 7 :** Le régisseur verse auprès du payeur départemental la totalité des justificatifs des opérations de dépenses tous les mois et au minimum une fois par mois.

**Article 8 :** Le régisseur n'est pas assujetti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 9 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 10 :** Le mandataire suppléant percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

**Article 11 :** Le Directeur de l'Office de l'eau et le Comptable public assignataire, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,



**Patrick MALET**



**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président  
Membres présents : 3 41  
Procuration(s) : 3  
Suffrages exprimés : 14

**Vote :**

- Pour : 13  
- Contre : 1  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/061 : STRATEGIE DE PILOTAGE DES RESSOURCES HUMAINES DE L'OFFICE DE L'EAU REUNION - LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 2021 - 2026**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

VU les articles L213-13 à 20 et R 213-59 à 71 du code de l'environnement ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

VU l'avis favorable du Comité technique en date du 29 septembre 2020 ;

VU les crédits inscrits au budget de l'Office de l'eau,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

- D'approuver les lignes directrices de gestion des ressources humaines pour la période 2021-2026, de l'Office de l'eau Réunion, telles qu'elles sont formulées dans le rapport annexé ;
- D'autoriser le directeur à les notifier aux agents.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**







# **Stratégie de pilotage des ressources humaines**

**de l'Office de l'eau Réunion**

## **LES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION 2021 – 2026**

- version initiale -

Comité technique du 29 septembre 2020

Conseil d'administration de l'Office de l'eau Réunion du

La stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines vise la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, ainsi que les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours. Elle est déterminée par les lignes directrices de gestion qui prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 2021, pour la période 2021-2026.

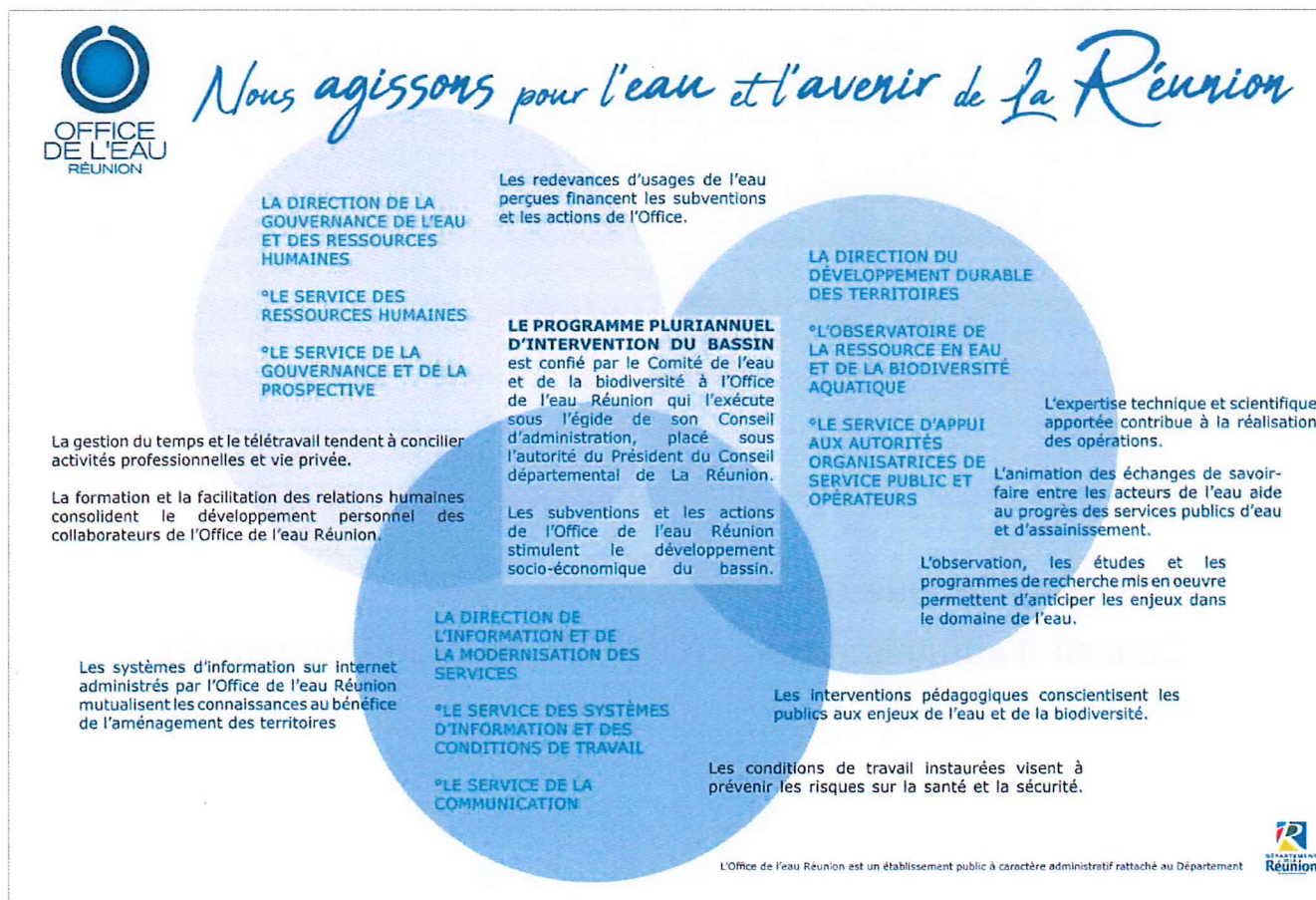
Les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours sont applicables pour l'élaboration des décisions individuelles d'avancement et de promotion.

Les lignes directrices de gestion sont communiquées aux agents, afin de leur permettre de disposer d'une plus grande visibilité sur leur parcours et leurs perspectives d'évolution professionnelle, et aussi en cas de recours administratif contre des décisions individuelles défavorables prises en matière de mutation, promotion interne, avancement de grade et avancement à un échelon spécial.

*Les lignes directrices de gestion relatives à la promotion interne sont définies, par ailleurs, par le président du centre de gestion.*

## 1. Fédérer les compétences au profit du territoire

La stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines de l'Office de l'eau Réunion définit les enjeux et les objectifs de la politique de ressources humaines, compte tenu des politiques publiques que l'établissement met en œuvre, et ce dans une vision transversale et collaborative des activités (**Ligne directrice n°1**).





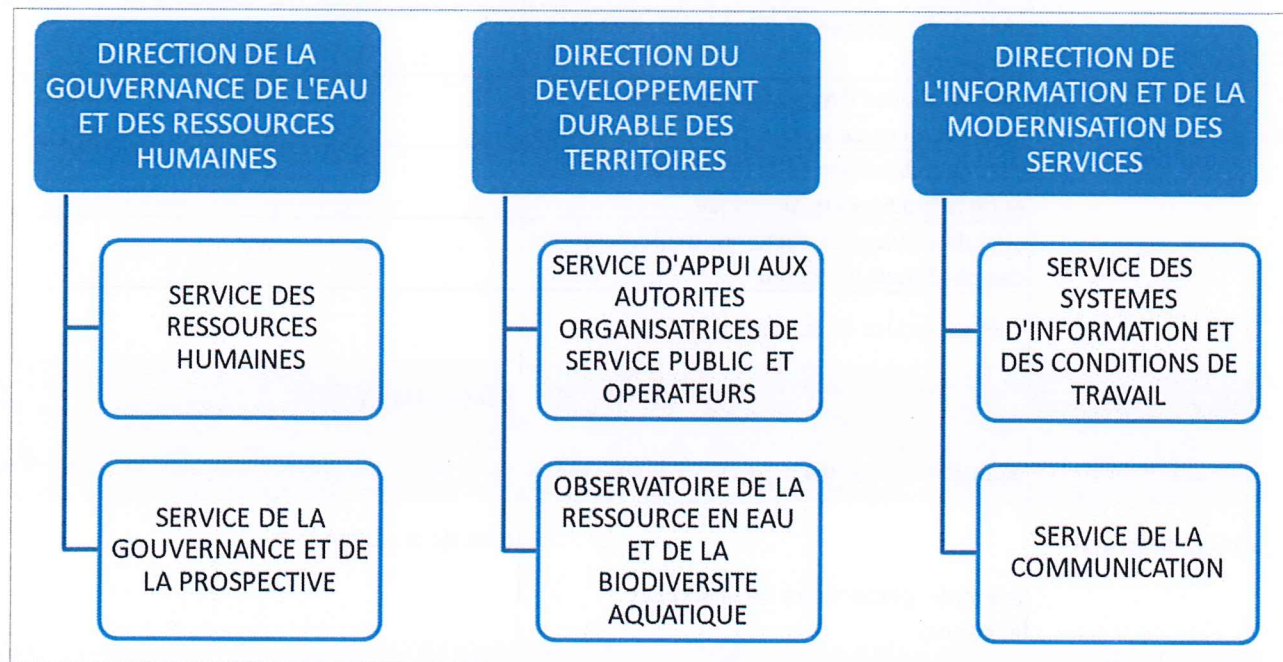
## 2. L'enjeu des métiers de l'eau

Pour accompagner le développement des missions de l'Office, et au vu des particularités des métiers techniques dans le domaine de l'eau qui y sont exercés, l'approche de formation aux emplois (**Ligne directrice n°2**) est prégnante lors du recrutement ;

Ainsi, il est fait appel aux dispositifs tels que le stage d'étude, l'apprentissage, la voie contractuelle à défaut d'identifier le candidat statutaire adéquat, pour fonder les compétences correspondant aux missions; la formation initiale lors de la prise de poste est primordiale, surtout s'il s'agit d'un premier emploi ou de nouvelles fonctions.

En outre, concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, une attention particulière est portée pour éviter la vision binaire des fonctions « conceptuelles » davantage réservées aux femmes que les fonctions « techniques » (**Ligne directrice n°3**).

L'organigramme fonctionnel de l'Office de l'eau sollicite le collaboratif au sein des équipes, en estompant les hiérarchies et en irrigant la pluralité des thématiques d'action : les fonctions ressources versus les actions de développement territorial ; les compétences administratives et financières versus les sciences et techniques (**Ligne directrice n°4**)...



Les fiches de poste précisent le cadrage des fonctions, en termes de missions et des conditions particulières de travail (**Ligne directrice n°5**).

### 3. Offrir des opportunités internes de carrière

Le tableau des effectifs et des emplois oriente les possibilités de mobilité interne : il ajuste les emplois avec les cadres d'emploi et constitue le cadre de déclinaison des fonctions.

Un tableau des effectifs et des emplois cible (**Ligne directrice n°6**) est fixé pour guider les évolutions de carrière, à l'issue de la période transitoire de mise en adéquation des emplois avec les cadres d'emploi :

EMPLOIS	FONCTIONS	CADRES D'EMPLOI
directeur général	directeur général	attaché principal, ingénieur principal, administrateur, ingénieur en chef, ingénieur en chef hors classe
directeur	directeur de la gouvernance de l'eau et des ressources humaines	attaché principal, ingénieur principal
	directeur du développement durable des territoires	
	directeur de l'information et de la modernisation des services	
chef de service	chef du service des ressources humaines	attaché, attaché principal, ingénieur, ingénieur principal
	chef du service de la gouvernance et de la prospective	
	chef du service d'appui aux autorités organisatrices de service public et opérateurs	
	chef de l'observatoire de la ressource en eau et de la biodiversité aquatique	
	chef du service des systèmes d'information et des conditions de travail	
	chef du service de la communication	
chef de projet	exemple: chargé d'ingénierie de financement	attaché, ingénieur
chargé de projet	exemple: gestionnaire de ressources humaines	ceux de la catégorie B
assistant technique ou administratif	exemple: assistant technique	ceux de la catégorie C

La construction du siège de l'Office, à l'horizon de 2022, prévoit un effectif cible de 58 agents (**Ligne directrice n°7**), pour prendre en compte l'accroissement des missions de l'établissement : gestion des milieux aquatiques, ruissellement des pluies, biodiversité...



L'Office s'attache aussi à moderniser les services, en termes de transition numérique (**Ligne directrice n°8**).

Ainsi son attractivité est installée par les conditions de travail optimisant les activités professionnelles par rapport à la vie privée (**Ligne directrice n°9**) : agilité de gestion des horaires et du temps de travail ; télétravail ; prévention des risques et bien-être...

#### 4. Caractériser le projet professionnel

D'une part, pour disposer des informations complètes sur le parcours professionnel des agents, la gestion des dossiers individuels est rationalisée, dans le respect des règles de déontologie relatives aux données à caractère personnel ; une réflexion sur leur dématérialisation est entreprise (**Ligne directrice n°10**).

D'autre part, l'identification des attentes d'évolution de carrière s'appuie essentiellement sur l'entretien professionnel annuel (**Ligne directrice n°11**).

#### 5. Améliorer les compétences et les qualifications

Le plan pluriannuel de formation a non seulement vocation à adapter les compétences à l'évolution des missions et des métiers, mais aussi d'en acquérir de nouvelles à toute fin d'évolution de carrière (**Ligne directrice n°12**).

Une politique de préparation aux concours et aux examens (**Ligne directrice n°13**) est mise en œuvre pour faciliter les mobilités interne et externe.

#### 6. Une politique salariale juste et équitable

La masse salariale constitue le deuxième enjeu financier après les subventions servies par l'Office aux opérateurs du territoire de La Réunion qui s'investissent dans le domaine de l'eau et de la biodiversité aquatique.

La parité relative entre le salaire des fonctionnaires territoriaux et celui des contractuels est recherchée (**Ligne directrice n°14**).

Il est tenu compte que la majoration de la rémunération des fonctionnaires territoriaux ne s'applique pas aux contractuels.

Le régime indemnitaire, calculé pour les deux statuts, selon la même grille, valorise les fonctions exercées, l'expertise, les conditions particulières de conduite des activités, les compétences en lien avec les fonctions, l'expérience professionnelle (**Ligne directrice n°15**).

**Les 15 lignes directrices de gestion ainsi posées ont vocation à faciliter les mobilités de carrière correspondant à la légitime ambition des femmes et des hommes, qui contribuent au développement du territoire de La Réunion, dans le domaine de l'eau et de la biodiversité aquatique, au sein de l'Office de l'eau Réunion.**

Elles pourront être revues, en fonction de l'évolution plus ou moins substantielle, des missions confiées à l'Office de l'eau Réunion, et des conditions de leur conduite.

Le rapport annuel de gestion de l'Office offre aussi l'occasion d'en évaluer la mise en œuvre :

Enjeux	Lignes directrices	Exemples de repères
Fédérer les compétences au profit du territoire	1	Nombre de projets transversaux
L'enjeu des métiers de l'eau	2, 3, 4, 5	Taux de féminisation lors des appels à candidature Suivi des effectifs Part du télétravail
Offrir des opportunités internes de carrière	6, 7, 8, 9	Part de l'encadrement Ratio de mobilité interne
Caractériser le projet professionnel	10, 11	Taux de révision suite aux entretiens professionnel
Améliorer les compétences et les qualifications	12, 13	Jours/coût de formation par catégorie, service...
Une politique salariale juste et équitable	14, 15	Charge de personnel dans le budget Part du régime indemnitaire dans les rémunérations

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + *Président*  
Membres présents : 11  
Procuration(s) : 3  
Suffrages exprimés : 14

Vote :

- Pour : 14  
- Contre : 0  
- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/062 : ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS ET DES EMPLOIS**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

VU les articles L213-13 à 20 et R 213-59 à 71 du code de l'environnement ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 ;

VU les crédits inscrits au budget de l'Office de l'eau,

VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

- de créer l'emploi d'animateur médiateur scientifique dans le cadre d'emploi de technicien territorial,
- d'adopter le tableau des effectifs et des emplois évolué de l'Office de l'eau Réunion :



le 09/12/2020

no. application 305456 E-legalite.com

09 DE-974-289740136-20201209-DELIB\_2020\_

emploi et cadre d'emploi, poste et fonction	titulaire	contractuel		
<b>directeur général</b> : attaché principal, ingénieur principal, administrateur, ingénieur en chef, ingénieur en chef hors classe	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
directeur général	1	1		
<b>directeur</b> : attaché, attaché principal, ingénieur, ingénieur principal	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
directeur	3	3		
<b>chef de service</b> : technicien principal 2ème ou 1ère classe, attaché, attaché principal, ingénieur, ingénieur principal	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
chef de service	6	6		
<b>chef de projet</b> : ingénieur principal	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
chef de projet en planification & évaluation	1	1		
<b>chargé de projet principal</b> : attaché, ingénieur	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
chargé du développement de l'hydrométrie par imagerie	1		1	
hydrogéologue	1	1		
chargée de la maîtrise des pollutions	1	1		
écologue	2	2		
chargée d'ingénierie de financement	1		1	
animateur médiateur scientifique	1		1	
chargé de la gestion territoriale de l'eau & coopération	1	1		
hydrologue	1	1		
<b>chargé de projet</b> : agent de maîtrise, agent de maîtrise principal, technicien, rédacteur, rédacteur principal 2ème ou 1ère classe, technicien principal 2ème ou 1ère classe	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>2</b>
logisticien en hydrométrie	1	1		
chargé de la maîtrise des pollutions				
coordinateur des moyens techniques	1	1		
chargé de l'évaluation des procédés	1		1	
chargée de ressources informatiques	1		1	
chargée des réseaux de communication	1		1	
chargé des usages de l'eau	1	1		
informaticien	1	1		
hydrométricien coordonnateur	1	1		
chargée de protection de la santé & de sécurité au travail	1		1	
chargée de projet transversal	1	1		
technicien informatique	1		1	
technicien écologue	1			
animateur médiateur scientifique	1			
<b>gestionnaire administratif et financier</b> : adjoint administratif principal 1ère classe, rédacteur, rédacteur principal 2ème ou 1ère classe	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
gestionnaire de ressources humaines	1	1		
gestionnaire financière et administrative	1	1		
gestionnaire RH et financier	1	1		
<b>assistant technique</b> : adjoint technique, adjoint technique principal 2ème ou 1ère classe, agent de maîtrise, agent de maîtrise principal	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
assistant technique	3	3		
<b>total</b>	<b>39</b>	<b>29</b>	<b>8</b>	<b>2</b>

Fait à Saint-Denis, le 09 DEC. 2020

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

Patrick MALET

**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**Membres en exercice : **17 + Président**Membres présents : **11**Procuration(s) : **3**Suffrages exprimés : **14**

Vote :

- Pour : **14**- Contre : **0**- Abstention : **0****DELIBERATION 2020/063 : GRATIFICATION DES STAGIAIRES**

**Le conseil d'administration de l'Office de l'eau valablement réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU l'article 51 de la Loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 portant création de l'office de l'eau dans les départements d'outre-mer ;
- VU le Décret n° 2001-1324 du 28 décembre 2001 relatif aux offices de l'eau des départements d'outre-mer,
- VU l'article L124-6 du Code de l'éducation,
- VU la loi 2014-788 tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires,
- VU le décret n° 2014-1420 du 27 novembre 2014 relatif à l'encadrement des périodes de formation en milieu professionnel et des stages,
- VU la circulaire URSSAF n° 2015-0000042 du 02 juillet 2015 sur le statut des stagiaires,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

- D'autoriser le Directeur de l'Office à attribuer au stagiaire, à titre de gratification, une indemnité mensuelle forfaitaire dont le montant est laissé à son appréciation en fonction de la qualité de son travail, sans pouvoir excéder le plafond horaire de la sécurité sociale défini en application de l'article L242-4-1 du code de la sécurité sociale ;
- D'accorder au stagiaire des journées d'absences rémunérées, à prendre obligatoirement pendant la durée du stage (le congé non pris ne donnant lieu à aucune indemnité compensatrice), dont le nombre est laissé à l'appréciation du Directeur de l'Office, sans pouvoir excéder le nombre de jours imposés par la réglementation en vigueur ;
- De tenir compte systématiquement des taux, seuils et autres dispositions fixés par voie réglementaire et/ou législative, aux fins d'actualisation de ladite délibération.

Fait à Saint-Denis, le

**09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**



**Conseil d'administration du 9 décembre 2020**

Membres en exercice : 18 + Président

Membres présents : 11

Procuration(s) : 3

Suffrages exprimés : 14

Vote :

- Pour : 14

- Contre : 0

- Abstention : 0

**DELIBERATION 2020/064 : REMUNERATION RELATIVE AUX MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE POUR L'ANNEE 2021**

**Le Conseil d'Administration de l'Office de l'Eau réuni en séance du 9 décembre 2020 à L'Hôtel du Département - hémicycle du Palais de la Source - à Saint-Denis**

- VU l'article 51 de la loi n°2000-1207 du 13 décembre 2000 portant création des offices de l'eau dans les départements d'outre-mer,
- VU les articles L213-13 à 20 et R213-59 à 71 du code de l'environnement,
- VU le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.3232-1-1 et R3232-1 R3232-1-1 à R3232-1-4,
- VU la délibération 2008/10 du 13 mars 2008 relative aux modalités d'intervention dans le cadre des prestations d'assistance technique de l'article 73 de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques,
- VU les décrets n°2007-1868 et n°2019-589 précisant le champ des missions possibles d'assistance,
- VU la délibération 2015/066 du conseil d'administration de l'Office de l'eau en date du 02 décembre 2015 concernant le programme pluriannuel d'intervention 2016-2021,
- VU le budget de l'établissement,
- VU les dispositions en vigueur dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Considérant l'exposé des motifs présentés en séance,

**DECIDE**

- d'adopter la tarification 2021 de l'assistance technique de la manière suivante :

Prestation	Tarif 2021 €/habitant
Fiche 1 - Expertise des ouvrages d'assainissement collectif	0.015
Fiche 2 - Assistance à l'amélioration des dispositifs d'autosurveillance	0.007
Fiche 3 - Assistance à l'élaboration de cahiers des charges d'études stratégiques liées à la gestion de l'eau	0.005

- d'autoriser le Directeur général à signer les documents afférents.

Fait à Saint-Denis, le **09 DEC. 2020**

P/Le Président,  
Le Président de Séance,

**Patrick MALET**